

effectifs des exemptions. Je me contenterai de faire remarquer que tout cela s'inscrit dans un ensemble visant à stimuler l'économie américaine et que M. Nixon a proposé d'intégrer les exemptions pour que toutes ces mesures puissent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1972 au lieu du 1^{er} janvier 1973, comme on l'avait d'abord envisagé. Voilà qui ne manquera certainement pas de relancer l'économie américaine.

Psychologiquement parlant, la déclaration du président Nixon peut-être la plus intéressante a été la décision de réduire les dépenses fédérales de 4.7 milliards pendant l'année financière 1972 au moyen d'une diminution de 5 p. 100 dans l'effectif fédéral, d'un blocage de six mois des augmentations salariales des fonctionnaires, d'autres remises d'un régime de partage des revenus et d'une remise à un an de certaines modifications aux programmes de bien-être qu'on avait prônées. Sans entrer dans les détails des ramifications du programme économique global que le président Nixon a présenté au peuple américain, je dirai aux députés qu'il constitue une étape de la planification économique d'après-guerre des États-Unis et qu'il provoquera certainement des réactions dans le monde libre.

Que cela nous plaise ou non, les États-Unis ont été et resteront à la tête du monde libre dans le domaine économique comme dans la plupart des autres domaines. Nous pouvons prendre des mesures pour pallier certaines anomalies ou aborder les problèmes particuliers qui peuvent se présenter, mais les faits économiques sont clairs. La surtaxe de 10 p. 100 sur les importations est une des mesures mineures du programme multiple annoncé de façon si spectaculaire le 15 août. Monsieur l'Orateur, je vous dis, ainsi qu'au ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) et à son collègue, Ben l'officieux, que nous affrontons des propositions bien plus fondamentales, des mesures qui, à la longue, auront inévitablement une plus grande portée pour l'économie canadienne. Là, je fais allusion aux concessions fiscales, à la création du DISC et ainsi de suite. Jusqu'ici, cependant, nous n'avons réagi qu'à l'annonce de la surtaxe de 10 p. 100. Si averti, si prophétique que puisse être le ministre de l'Industrie et du Commerce, il lui faudra certainement une quinzaine de jours pour réagir à l'ensemble des propositions et des décisions qui, de toute évidence, a été conçu et approuvé au cours d'une fin de semaine à Camp David.

• (3.30 p.m.)

Suivant les rapports que j'ai lus, le projet n'a pas été conçu par les représentants d'un service quelconque du Trésor ou du département du commerce des États-Unis; il a été conçu tout d'abord par des hommes politiques, avec l'aide de la Federal Reserve. L'effet économique mis à part, il s'agissait décidément d'un ensemble de dispositions politiques, que j'opposerais à la réaction de notre gouvernement qui croit pouvoir envoyer à Washington, après le premier pèlerinage du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) et du ministre des Finances (M. Benson), des représentants censés faire comprendre la position du Canada dans une situation qui est, à vrai dire, orchestrée par les hommes politiques des États-Unis et qui a été inspirée par leurs problèmes économiques.

C'est là une de mes principales objections à toutes les remarques faites jusqu'ici sur le bill C-262. Ce n'est pas que le bill ne soit valable, dans ses limites. A la vérité, il offre très peu et ne va pas assez loin. En absolument rien, dirais-je, il ne fait porter une pression même infinitésimale sur le public américain, et par delà sur le gouverne-

ment des États-Unis, pour que soit adoucie la surtaxe de 10 p. 100 dans son application au Canada, pays engagé conjointement avec les États-Unis dans maints domaines interdépendants.

A mon avis, il est facile de prouver que la surtaxe de 10 p. 100 ne doit pas s'appliquer unilatéralement aux exportations canadiennes. Après la nouvelle annoncée le 15 août, tout d'abord la confusion a régné à Ottawa. A en juger par nos écrans de télévision, certains ministres croyaient distinguer une embûche dans la nouvelle approche Nixon par delà la frontière, même si les économistes dignes de ce nom et certains ministres des Finances à la hauteur de leur tâche disaient depuis des mois que quelque chose devait céder sur la scène américaine, que des pressions s'exerçaient sur le dollar américain et que des changements s'imposaient. Les 14, 13 et 12 août et pendant les mois de juillet et de juin, les critiques entendues sur la situation signifiaient une chose: les États-Unis ne peuvent plus maintenir la position du dollar américain: il faut que quelque chose cède.

Toutefois, qu'ont fait le ministre des Finances, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) et le ministre de l'Industrie et du Commerce? Ils n'ont pas montré la moindre parcelle d'énergie ou d'activité pour aller aux États-Unis, non pas chapeau bas ou la main tendue, comme le mendiant proverbial, et certainement pas comme le bétail laissé au pâturage, la porte de la grange refermée sur lui, mais comme des hommes politiques catégoriques qui se seraient adressés au secrétaire au Trésor. Puisque le premier ministre parvient à se rendre en Afghanistan, en Yougoslavie et autres pays exotiques, pourquoi ne revient-il pas un peu sur terre et ne fait-il pas un voyage à Washington pour déterminer ce que son homologue envisage de faire dans un domaine aussi fondamental que l'économie?

Après la confusion initiale qui a régné à Ottawa quant à savoir si une cavalcade vers Washington aurait lieu ou non et si le premier ministre allait prendre un peu de temps sur son indispensable période de récupération qui lui permet de reprendre des forces en vue de futures batailles parlementaires, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré à la télévision que le premier ministre avait vraiment besoin de repos mais annonçait le lendemain qu'à son corps défendant celui-ci avait décidé d'annuler son voyage et de revenir dans la capitale pour voir ce qu'on pouvait faire.

L'hon. M. Pepin: Où étiez-vous?

M. Nowlan: Dans ma circonscription à m'occuper de mes commettants, comme, je pense, la plupart des députés pendant l'été.

L'hon. M. Sharp: Le ministre était ici.

M. Nowlan: Si je faisais partie du gouvernement, j'aurais également été ici.

Des voix: Oh, oh!

M. Nowlan: Il est indiscutable que lorsqu'un plat se trouve en cours de préparation dans la cuisine, le maître queux doit être présent pour éviter qu'il ne brûle. Quelle que soit la sincérité avec laquelle les membres du cabinet s'efforcent de s'occuper de problèmes du pays dont ils ignorent tout, le fait est que ces ministres ne peuvent faire que très peu de choses tant que le chef ne revient pas à Ottawa pour donner des directives à son cabinet passablement égaré.